



Déclaration FSU11 au CTSD du 22 juin 2018

Emploi, salaires, pensions... la politique économique et sociale du gouvernement creuse les inégalités au profit des plus fortunés et met à mal l'ensemble de notre modèle social. Suppression de l'ISF, réduction de l'impôt sur les sociétés et les revenus financiers, et suppression de l'«exit tax» sont autant de cadeaux aux plus riches privant l'Etat des ressources nécessaires.

Aux besoins de services publics de qualité, d'égalité d'accès des citoyens sur l'ensemble du territoire, le gouvernement répond par un projet de réforme de la Fonction publique et des services publics qui aura des conséquences néfastes pour les usagers comme pour les agents de la Fonction publique. La FSU estime que les mesures que s'appête à prendre le gouvernement pour l'avenir de la Fonction publique et de ses agents seraient des régressions majeures. Elles auraient pour effet de limiter l'accès de toutes et tous à des services publics de qualité sur tout le territoire et de remettre en cause l'indépendance des fonctionnaires, l'égal accès de tous les citoyens aux emplois publics, le principe de neutralité et celui d'une fonction publique de carrière sous statut. De même ce projet envisage la suppression des CHSCT et la diminution des prérogatives des CAP, mettant à mal le travail réalisé actuellement par les représentant.e.s et les élu.e.s des personnels pour améliorer les conditions de travail, garantir l'égalité de traitement, proposer des améliorations et protéger les personnels de l'arbitraire des hiérarchies ou des erreurs de l'administration.

En outre, c'est la déception et la colère qui s'expriment du côté des cinq millions d'agent-es de la Fonction publique pour qui le rendez-vous salarial n'a pas abouti à une revalorisation salariale. Revalorisation attendue après les pertes subies ces dernières années, le retour du gel du point d'indice depuis mai 2017, le report d'un an des mesures PPCR, le rétablissement de la journée de carence et une compensation insuffisante de la CSG. Pire le rendez-vous salarial a confirmé le maintien du gel de la valeur du point d'indice !

Pour la FSU, la Fonction publique, les services publics et leurs agents ne sont pas un coût mais bel et bien une richesse dans laquelle il faut investir pour bâtir une société juste et un avenir désirable.

L'avenir désirable, ou du moins amélioré, il est à l'horizon de la rentrée de septembre pour nombre d'écoles qui connaissent des hausses d'effectifs et seront confrontées au sureffectif si aucune mesure n'est prise. C'est pourquoi, pour la FSU, nous vous demandons, Madame l'Inspectrice d'Académie de bien vouloir envisager une ouverture de classe dans les écoles suivantes. En élémentaire : Anatole France et Pasteur de Narbonne, Leucate, Palaja ; en primaire : Les Troubadours à Carcassonne ; et en maternelle : Fabre d'Eglantine, Montredon à Carcassonne et Jules Ferry, Pauline Kergomard à Narbonne Nous vous demandons aussi de reconsidérer votre décision de fermeture sur l'école élémentaire de Gruissan au vu de l'évolution des effectifs.

D'avenir, il en est aussi question pour les élèves en situation de handicap qui voient leur horizon immédiat empêché par manque de moyen, par manque de places dans les dispositifs chargés de les accueillir dans des conditions adaptées à la rentrée prochaine. Treize ans après la promulgation de la loi sur le handicap de 2005, comment peut-il y avoir encore des enfants qui restent sur la touche ? Malheureusement, force est de constater que la rentrée 2018 ne se prépare pas dans les meilleures conditions pour nombre de ces élèves, pour les familles de ses enfants. Quel sera le sort de ceux qui, malgré un projet personnalisé de scolarisation, ne pourront pas être accueillis en ULIS-Collège et qui ne se voient proposer comme seule alternative qu'un maintien en ULIS-Ecole ou une sixième ordinaire ? Que deviendront ces élèves plus jeunes qui ne pourront accéder à une ULIS-Ecole car beaucoup de places sont occupées par des élèves d'âge collège maintenus ? Parlons aussi de ces enfants relevant d'un établissement spécialisé type IME ou ITEP qui, par manque d'investissement de l'ARS, se

retrouvent en classe ordinaire ou sont accueillis en ULIS contribuant involontairement à bloquer l'accueil dans ce dispositif. En outre, ces élèves maintenus en situation inadaptée sont en souffrance et cela se répercute bien souvent sur le milieu d'accueil. La FSU a été alertée d'un certain nombre de tensions importantes concernant le sujet notamment sur le Narbonnais, c'est pourquoi nous avons souhaité, Madame l'Inspectrice d'Académie, que la situation des ULIS soit examinée lors de ce CTSD, dans l'espoir que des solutions pourront être trouvées afin de lever l'angoisse de ces enfants et de leur famille, dans le respect de la loi de 2005. Dans un premier temps, la création de 2 ULIS-COLLÈGE sur Narbonne permettrait de pallier la situation d'urgence. Pour la FSU, il s'agit d'humanité, de respect du droit des enfants, c'est pourquoi nous demandons :

- que chaque élève reconnu en situation de handicap puisse être accueilli dans le dispositif correspondant à ses besoins : ULIS, établissements spécialisés ;
- que les effectifs des dispositifs ULIS ne dépassent pas les 12 élèves en école et les 10 élèves en collège vu la diversité et la fragilité des élèves accueillis ;
- que les créations de classe-ULIS répondent à ces 2 exigences, sans oublier d'améliorer l'ULIS lycée.

Pour la FSU, on ne dépense pas « un pognon de dingue » quand on répond aux besoins d'élèves en situation de handicap. Et l'Education Nationale peut s'en orgueillir d'avoir la confiance des parents autour des dispositifs ULIS, de disposer d'enseignant-es formées qui redonnent confiance aux familles et aux enfants qui arrivent en souffrance à l'école ! On ne dépense pas un « pognon de dingue » quand on baisse les effectifs par classe pour permettre à chaque élève de réussir. On ne dépense pas « un pognon de dingue » quand la France investit dans des Services Publics gages de solidarité et d'égalité républicaine.

“Chacun donne selon ses moyens, chacun reçoit selon ses besoins”, ce principe de base est aujourd’hui battu en brèche et, avec lui, tout le socle des conquêtes sociales de la Résistance. » Ainsi s'exprimait Stéphane HESSEL dans la préface à une des publications de la FSU, et il continuait en disant: *“Sans les Services Publics, le quotidien n’aurait pas du tout la même couleur et tournerait vite au cauchemar...”* *“Le Service Public, c’est la richesse que l’on met en commun ; l’attaquer, c’est déclarer la guerre à la possibilité de vivre ensemble !”*

Alors, à l'inverse de l'idéologie ultralibérale développée par le président Macron et son « *pognon de dingue* », soyons fiers du Service Public et agissons pour qu'il reste au service de tous les publics. C'est une question de dignité humaine et de cohésion sociale !